**EXCLUSIF**
Comment on nous prépare en secret l'entrée de la Turquie
■ PAGE 3

**CHÔMAGE, POUVOIR D'ACHAT**
Comment Bruxelles subventionne les délocalisations ■ PAGE 2

**NATURE, TRADITIONS**
Nos campagnes et nos paysans sacrifiés par les commissaires
■ PAGE 2

Distribué Gare Montparnasse, le 19/05/09 1945

# AVEC PHILIPPE DE VILLIERS (MPF) ET FRÉDÉRIC NIHOUS (CPNT)

# DÉFENDONS NOS VALEURS, PROTÉGEONS NOS EMPLOIS

**www.libertas2009.fr - Prenons l'Europe en main**




DE GAUCHE À DROITE : **Eddie Puyjalon** (Sud-Ouest) - **Christophe Beaudouin** (Est) - **Erika Kuttner-Perreau** (Dom-Tom) - **Philippe de Villiers** (Ouest) **Frédéric Nihous** (Nord-Ouest) - **Véronique Goncalvès** (Centre) - **Jérôme Rivière** (Ile-de-France) - **Patrick Louis** (Sud-Est)

Concurrence sauvage, délocalisations, chômage : c'est, à l'heure de la crise, le bilan de la « mondialisation heureuse » promise, depuis trente ans, par les eurofédéralistes, de droite comme de gauche, cogérant à Bruxelles. Souvenez-vous de leurs promesses : la fin des frontières, des régulations, des protections et des Etats devait amener croissance et plein emploi. Il n'en a rien été. Ils vous ont menti. Et continuent de le faire...

La vérité, c'est que cette mondialisation à marche forcée, sans aucun contrôle des peuples, ni aucun respect pour nos diversités n'a été «heureuse» que pour les banquiers, les multinationales et les commissaires européens.

La crise que nous subissons de plein fouet agit comme un révélateur. Elle doit être l'occasion historique de passer à une nouvelle conception de l'Europe : une Europe protectrice et démocratique. Une Europe du protectionnisme équitable.

> «Passer du libre échange au juste échange»

Il faut passer du libre échange au juste échange. Il n'y aura pas de protection sociale durable sans protection économique. C'est la conviction d'une majorité de Français. C'est aussi celle des 27 listes Libertas, une par pays de l'Union, qui se présentent à ce scrutin. Grâce à cette alliance politique sans précédent, changer de majorité au Parlement de Strasbourg pour changer de politique à Bruxelles est enfin possible. Ensemble, nous pouvons construire une autre Europe. La vôtre.

**Philippe de Villiers,**
**Frédéric Nihous.**

# L'EUROPE D'EN HAUT CONTRE LES PEUPLES D'EN BAS, C'EST ÇA !

CHÔMAGE, POUVOIR D'ACHAT



## Comment Bruxelles subventionne les délocalisations

**Les délocalisations sont la cause de plus de la moitié du chômage en France.** Parmi les principaux responsables, l'Europe de Bruxelles, qui interdit à l'État français de verser des aides publiques aux entreprises alors que dans le même temps, 26 milliards d'euros sont attribués chaque année aux pays de l'Est où nos entreprises se délocalisent ! Pour la France, la facture est double : **moins de croissance et plus de chômeurs.**

### Et pendant ce temps-là, la piscine et les pantoufles dorées de Barroso...

Pendant que les plans sociaux déferlent sur l'Europe, un budget de 9 millions d'euros a été alloué par Bruxelles au Parlement européen pour la création d'un « espace aquatique » ! Le président de la Commission, Jose Manuel Barroso, peut, quant à lui, envisager l'avenir avec sérénité : non content de gagner 300 000 euros par an, il bénéficiera, à sa retraite, d'un parachute doré de 190 000 euros par an pendant trois ans et d'une retraite automatique de 5 000 euros par mois... De quoi se faire construire sa propre piscine !

## LE SAVIEZ-VOUS ?

**■ PASSE-DROIT**

***« Budget de faussaires » :*** c'est ce qu'a dit la Cour des comptes européenne en rejetant pour la... 14ème fois le budget de l'Union. 92% des dépenses communautaires, soit 100 milliards d'euros, sont illégales ou entachées d'irrégularités. Mais jamais sanctionnées.

**■ GASPI**

Le Parlement européen vient de voter une subvention de 15 millions d'euros pour envoyer dans l'espace une urne ornée de ce slogan pour le 7 juin : ***« On peut voter partout ».*** Les martiens seront contents. D'autant que ce sont nos impôts qui paient...

**■ SYMBOLE**

Résultat de l'abandon par l'Europe de la préférence communautaire : c'est en Tunisie, et non plus en France, que seront désormais fabriquées les rangers de nos soldats, jusqu'alors confiées à une usine de Neuvic-sur-l'Isle (Dordogne), qui va devoir licencier.

**■ SURSIS**

En vertu des directives de 2008, la Poste perdra en 2011 son monopole sur les lettres de moins de 50g. Pionnière, la Suède a testé le système voulu par Bruxelles : sur 2200 bureaux de poste, 1800 ont déjà fermé !

## SCANDALEUX

### Le retour de Bolkestein

Alors qu'en 2005, les électeurs français avaient massivement dit «non» à la fameuse directive Bolkestein prévoyant de payer les travailleurs européens au tarif de leurs pays d'origine, une nouvelle directive reprenant cette doctrine a été adoptée en 2006.

Déjà, la Cour de Justice de Luxembourg a autorisé une entreprise lettonne à construire une école en Suède en payant ses ouvriers au tarif letton (40 % moins cher). En attendant de faire de même en France ?

Quand 80% de nos lois se décident à Bruxelles, il faut une Europe qui nous écoute !

## Campagnes sacrifiées et insécurité alimentaire



L'incroyable directive européenne autorisant le coupage de vin blanc-vin rouge pour fabriquer du rosé n'est que la partie émergée de l'iceberg des diktats anti-monde rural et pêche de Bruxelles : quotas, amendes, mises en friche, fermetures d'écoles, de bureaux de poste, réduction des dates de chasse... De même, pendant que les « écolos des villes » s'attaquent au camembert au lait cru, le « principe de précaution » passe aux oubliettes.

L'importation d'un nouveau soja OGM pour nourrir le bétail vient ainsi d'être autorisé, alors même qu'une étude de la Faculté de médecine vétérinaire autrichienne a démontré que les souris alimentées avec du maïs transgénique se reproduisent moins bien !

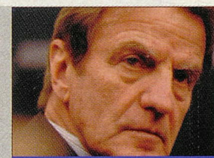
Enfin, des réglementations européennes restreignent sans cesse les activités rurales traditionnelles notamment la chasse et la pêche. L'Europe méprise les libertés des chasseurs et des pêcheurs et leur rôle de vrais écologistes de terrain.

SÉCURITÉ ET IMMIGRATION

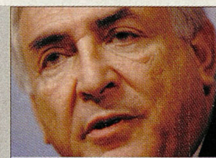
## Frontières ouvertes, délinquance en hausse



La porosité des frontières de l'Union favorise l'immigration clandestine. Laquelle favorise elle-même la délinquance... Une délinquance de plus en plus violente : en un an, les braquages ont augmenté de 15 % et les règlements de compte de... 102 %. Pendant ce temps, comme l'a révélé «Libération» (15-10-2008), la France s'apprête, sur le modèle de plusieurs de ses voisins, à expérimenter les « cours de shoot » pour apprendre aux drogués à se piquer !



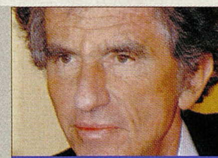
B. KOUCHNER



D. STRAUSS-KAHN



M. ROCARD



J. LANG

## LA FACE CACHÉE DE L'OUVERTURE À GAUCHE

**BERNARD KOUCHNER,** ministre des Affaires Étrangères de Nicolas Sarkozy : « L'ère des patries est définitivement dépassée ».

**DOMINIQUE STRAUSS-KAHN,** parrainé par Nicolas Sarkozy à la direction du FMI : « Je suis résolument partisan d'une Europe fédérale ».

**MICHEL ROCARD,** chargé par Nicolas Sarkozy de plusieurs missions officielles : « Je le dis sans ambages car j'en suis de plus en plus convaincu, l'avenir de l'Europe passe par la Turquie... L'adhésion de cette nation musulmane, puissante et en plein essor économique, c'est une assurance-vie pour l'Europe ».

**JACK LANG,** nommé par Nicolas Sarkozy dans le Comité de réforme de la Constitution : « Il faut une initiative forte et originale pour promouvoir enfin une Europe fédérale ».



TURQUIE : LA PREUVE DU MENSONGE D'ÉTAT

Contrairement à ce que prétend l'Elysée, la France prépare bel et bien l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne :

- Après avoir annoncé, durant sa campagne, qu'il « stopperait net le processus de négociation de l'entrée de la Turquie », le président Sarkozy a supprimé l'obligation d'un référendum sur l'entrée de la Turquie, décidé par Jacques Chirac.
- 8 nouveaux chapitres d'adhésion ont été ouverts depuis que Nicolas Sarkozy est président.
- L'Union européenne paie annuellement 500 millions d'euros (dont 85 millions payés par la France) au titre des crédits de pré-adhésion de la Turquie.
- En 13 ans, cette pré-adhésion a déjà coûté 3,7 milliards d'euros aux contribuables européens.
- Le parti turc islamiste AKP siège déjà aux côtés de l'UMP à Bruxelles au sein du Parti populaire européen.
- Afin de « préparer l'opinion », Istanbul vient d'être désignée « capitale européenne de la culture » en 2010 par la commission de Bruxelles.

## EXCLUSIF

### Déjà 3,7 milliards d'euros dépensés pour l'adhésion de la Turquie



# VILLIERS - NIHOUS

La France que vous voulez, l'Europe que nous ferons

## > Une Europe démocratique

**Respecter les peuples, c'est d'abord les écouter.** Suite aux victoires du « non » à la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas en 2005, Bruxelles a concocté une Constitution bis - le Traité de Lisbonne - retirant 60 nouveaux domaines de compétences aux parlements nationaux au profit de la Commission – non élue – de Bruxelles. **Or, la démocratie, c'est quand le pouvoir appartient aux peuples et à leurs élus et non aux technocrates.** Il faut mettre en place un véritable contrôle démocratique de la Commission européenne, afin que ce soit les peuples qui aient le dernier mot.

## > Une nouvelle majorité pour une autre Europe

Il n'existe qu'un seul moyen de changer l'Europe de l'intérieur et d'en finir avec le processus d'adhésion de la Turquie : élire, à Strasbourg, une nouvelle majorité qui s'impose à la Commission européenne, et non plus l'inverse. En obtenant une majorité grâce à l'élection de nos candidats dans les 27 pays de l'Union, l'Europe changera enfin d'orientation. Nous reviendrons à l'esprit du Traité de Rome, conçu pour protéger l'Europe. **Une Europe au service des Nations, des peuples et des territoires.** Les peuples seront alors à nouveau entendus et écoutés.



## > Une Europe du protectionnisme équitable

Pour sauver nos emplois, l'unique solution consiste à établir **un protectionnisme européen, sous forme d'écluses douanières** rééquilibrant le prix des produits fabriqués dans les pays qui exploitent leur main-d'œuvre et méprisent l'environnement. Sinon, c'est l'outil de travail européen qui continuera de partir en Chine sous l'effet d'une logique destructrice : produire là où c'est le moins cher pour revenir vendre là où le pouvoir d'achat est le plus fort. Aujourd'hui, l'Europe importe trois fois plus de produits «made in China» qu'elle n'en exporte vers la Chine.

## > Une Europe des valeurs

Notre Europe, c'est celle de la Famille, des repères et de la transmission. Or la famille est aujourd'hui remise en cause, en France, par le projet de loi sur le statut des beaux-parents ouvrant la porte à l'adoption pour les couples homosexuels. Elle est aussi menacée, en Europe, par la Cour européenne des Droits de l'Homme, laquelle estime, dans un arrêt du 14 avril 2009, que « limiter le mariage civil aux unions entre personnes de sexe différents (est) discriminatoire ». **Nous sommes les seuls à placer la défense de la Famille au cœur de nos engagements.**





# Jérôme Rivière

## avec Philippe de Villiers et Frédéric Nihous



# "POUR LE RAYONNEMENT DE L'ÎLE-DE-FRANCE DANS UNE EUROPE PROTECTRICE"

Marié, père de trois enfants, Jérôme Rivière, 44 ans, est avocat, inscrit au barreau de Paris.
Chef de cabinet du ministre de la Défense (1993-1995) puis député de 2002 à 2007, il fut, aux côtés de Philippe de Villiers, l'un des principaux artisans de la victoire du non au référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

**En quoi l'Ile-de-France est-elle concernée par ces européennes ?**

Jérôme Rivière : Le message qui, le 7 juin, sortira des urnes de la région capitale, aura un impact proportionnel aux enjeux qui la concernent. Par exemple, les délocalisations, les affaires Continental dans les Yvelines ou Faurecia en Essonne sont particulièrement révélatrices d'une crise économique, qui est aussi une crise des valeurs. Pour Faurecia, voici un centre de recherche réputé de l'industrie automobile que sa direction a décidé de fermer après avoir touché des subventions du plan de relance de l'automobile financé par les contribuables !
Le chômage monte en flèche. L'Ile-de-France est en Europe la seule région capitale d'envergure à souffrir d'un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. Nous ne sommes pas épargnés, non plus, par l'immigration clandestine de travail que nous subissons de plein fouet et qui est directement liée à l'ouverture généralisée des frontières voulue et mise en place à Bruxelles. Mais ni le PS ni l'UMP n'ont intérêt à ce qu'on en parle.

**Quelles sont vos propositions?**

Jérôme Rivière : Nous souhaitons passer du libre échange qui expose les Franciliens et leur outil de travail aux secousses de la mondialisation au juste échange. Il s'agit sur le plan économique de mettre en place un protectionnisme européen équitable, c'est-à-dire instaurer la préférence communautaire. Il faut favoriser par la mise en place d'écluses douanières, les produits du marché européen à ceux des autres marchés notamment la Chine et tous les pays sans aucune protection sociale, ceci dans l'esprit du traité de Rome. Nous sommes les seuls à souhaiter mettre un terme à la politique ultra libérale conduite par le président de la Commission européenne Monsieur Barroso.

**Vous mettez le PS et l'UMP dans le même sac ?**

Jérôme Rivière : Évidemment non. Avec le PS, dont les centristes se rapprochent à grand pas, c'est l'échec permanent. Mais sur l'Europe, PS et UMP trop souvent se rejoignent. Je constate qu'ils se partagent le pouvoir à Strasbourg : une présidence de deux ans et demi pour la gauche, et une autre de deux ans et demi pour la droite... J'ajoute que le choix du tandem Barnier-Dati comme tête de liste UMP est doublement surprenant : à peine élu, lui, démissionnera pour redevenir commissaire à Bruxelles. Quant à Rachida Dati, chacun le sait : elle ne voulait pas être candidate. Notre région mérite pourtant mieux.

L'insécurité explose : 79% des 22 bandes recensées en France sévissent en Ile-de-France selon le Ministère de l'Intérieur - Les deux départements français les plus criminogènes sont la Seine-Saint-Denis et Paris.

**Les autres candidats en parlent peu, mais la région est aussi une région rurale...**

Jérôme Rivière : Les communes rurales et le monde paysan sont les éternels sacrifiés. Plutôt que d'opposer les villes et la campagne, il faut les faire travailler ensemble. Inventer de nouveaux modes de vie et de distribution qui rapprochent les producteurs des consommateurs en diminuant les coûts. L'agriculture locale doit trouver aussi de nouveaux débouchés de proximité. L'Europe doit nous y aider sans nous contraindre comme elle le fait sans cesse. C'est l'un des atouts de l'alliance entre le MPF et Chasse-Pêche-Nature et Traditions. Voter pour les listes Villiers-Nihous avec Libertas, c'est promouvoir une Europe qui respectera l'Europe des Nations, l'Europe des libertés, l'Europe des traditions et des terroirs. **idf.libertas2009.fr**

**MOBILISATION NATIONALE**
**www.malibertas.fr**

**Agissons ensemble pour soutenir Libertas le 7 juin 2009 ...**

Passez des appels téléphoniques de soutien





Faites du porte à porte près de chez vous

Portez une procuration





Participez au co-voiturage

**... rejoignez nous et découvrez bientôt la grande mobilisation nationale "72 heures pour aller voter" sur www.malibertas.fr**

B.P. 197-07 - 75327 Paris Cedex 07 - **Tél. : 01 53 63 53 00 - Fax. : 01 53 63 53 01 - mariealix.delepinay@pourlafrance.fr - www.pourlafrance.fr - Directeur de la publication :** Philippe de Villiers - **Rédacteur en chef :** Frédéric Nihous - Magazine édité par le *Mouvement Pour la France*, 84 rue de Grenelle - 75007 Paris - **Impression :** Roto Presse Numéris, 36 bd Robert Schumann - 93190 Livry-Gargan - **N° de commission paritaire :** 0411P11216 - **N° ISSN :** 1268-2950 - **Crédit photo :** parlement, MPF, Jeanne Brost, photos libre droit
Imprimé sur du papier 100%